

Table des matières

Introduction : le droit public	3
I. La notion d'État	5
Les différentes formes d'État.....	5
A. L'État unitaire	5
B. L'État fédéral.....	5
2. L'administration de l'État	7
I. L'administration centrale et les services à compétence nationale	7
A. L'administration centrale de l'État.....	7
1. Le président de la République et le Premier ministre.....	7
2. Les ministres.....	8
B. Les services à compétence nationale	8
C. Les organismes consultatifs et de contrôle.....	9
D. Les autorités administratives indépendantes	9
1. Généralités.....	9
2. Le Défenseur des droits.....	10
3. La CADA	12
II. L'administration déconcentrée	13
A. Les caractères de la déconcentration	13
B. Le contrôle hiérarchique exercé sur les autorités déconcentrées.....	14
1. Les caractères du pouvoir hiérarchique.....	14
2. Les attributions résultant du pouvoir hiérarchique	15
C. Les modalités de la déconcentration.....	15
1. Les circonscriptions administratives de l'État	15
2. Les services déconcentrés.....	15
3. Les préfets	18
• Le préfet de région	19
• Les attributions du préfet de région	19
• Les auxiliaires du préfet de région.....	20
• Le préfet de département.....	20
• Les attributions du préfet de département	20
• Les auxiliaires du préfet de département.....	21

3.	La décentralisation	23
I.	Les critères de la décentralisation.....	23
II.	Le renforcement de la décentralisation.....	24
A.	L'acte I de la décentralisation.....	24
B.	L'acte II de la décentralisation.....	24
1.	Le droit à l'expérimentation.....	25
2.	Le renforcement de la démocratie locale.....	26
3.	Le statut de l'élu local.....	27
4.	La loi du 16 décembre 2010.....	29
C.	L'acte III de la décentralisation.....	30
4.	Le contrôle de l'État sur les collectivités territoriales	35
	Le contrôle de l'État sur les élus et les organes locaux.....	35
A.	Le contrôle sur les personnes.....	35
B.	Le contrôle sur les organes délibérants.....	36
C.	Le contrôle sur les actes des collectivités territoriales: le contrôle de légalité.....	36
D.	Les autres contrôles sur les collectivités territoriales.....	40
5.	La commune	41
	Le conseil municipal.....	41
A.	Organisation et fonctionnement du conseil municipal.....	41
1.	L'élection des conseillers municipaux.....	41
2.	Le fonctionnement du conseil municipal.....	43
B.	Les attributions des conseils municipaux.....	46
1.	Les attributions traditionnelles des conseils municipaux.....	46
2.	Les compétences transférées aux communes.....	48
6.	Le maire et les adjoints	51
I.	La désignation du maire et des adjoints.....	51
II.	Les attributions du maire et des adjoints.....	52
A.	Les attributions des adjoints.....	52
B.	Les attributions du maire.....	54

7.	Le département	57
	I. Composition et fonctionnement du conseil départemental.....	57
	A. L'élection des conseillers départementaux.....	57
	B. Le fonctionnement du conseil départemental.....	58
	C. Les attributions du conseil départemental.....	58
	II. L'exécutif du conseil départemental.....	59
8.	La région	61
	I. Le conseil régional.....	61
	A. Organisation et fonctionnement du conseil régional.....	61
	B. Les compétences de la région.....	62
	II. L'exécutif de la région.....	63
9.	Les fusions et groupements de communes	65
	I. Les fusions de communes.....	65
	II. Les établissements publics de coopération intercommunale.....	66
	A. L'intercommunalité associative.....	67
	1. Les syndicats de commune.....	67
	2. Les syndicats mixtes.....	68
	B. L'intercommunalité fédérative.....	68
	1. Les communautés de communes.....	69
	2. La communauté d'agglomération.....	70
	3. Les communautés urbaines.....	72
	4. Les métropoles.....	73
	5. Le pôle métropolitain.....	74
	III. Les autres formes de coopération entre collectivités territoriales.....	75
10.	Les collectivités territoriales à statut particulier	77
	I. Paris, Lyon et Marseille.....	77
	A. Paris.....	77
	B. Marseille et Lyon.....	78
	C. La Corse.....	78
	II. Les collectivités territoriales à statut particulier d'outre-mer.....	78
	A. Les DOM-ROM.....	78
	B. Les collectivités d'outre-mer.....	79
	C. La Nouvelle-Calédonie, collectivité à statut spécial.....	79

11. La justice administrative	81
I. La séparation des autorités administratives et judiciaires.....	81
A. L'affirmation du principe.....	81
B. De la justice retenue à la justice déléguée.....	82
II. Le domaine de compétence de la juridiction administrative.....	83
A. Le critère de compétence du juge administratif.....	83
B. La compétence de principe de la juridiction administrative à l'égard des activités de l'administration française.....	84
12. La compétence d'exception du juge judiciaire	87
I. La compétence du juge judiciaire en matière de responsabilité de la puissance publique.....	87
II. Le juge judiciaire, gardien de l'État des personnes, de la propriété privée et des libertés individuelles.....	88
A. La voie de fait.....	88
B. L'emprise.....	90
III. La compétence du juge judiciaire en raison du droit applicable.....	91
IV. La compétence du juge judiciaire en matière d'interprétation et d'appréciation de la légalité des actes administratifs.....	92
13. La résolution des conflits de compétence entre les juridictions administratives et les juridictions judiciaires	95
I. Organisation et fonctionnement du Tribunal des conflits	95
II. Les conflits de compétence.....	96
A. Le conflit positif.....	96
B. Le conflit négatif.....	96
C. La prévention des divergences de jugements entre les ordres de juridictions	97
D. Le conflit de décisions.....	97
14. Le Conseil d'État	99
I. L'organisation du Conseil d'État.....	99
A. Les membres du Conseil d'État.....	99
B. Les formations du Conseil d'État.....	100
1. Les formations contentieuses.....	100
2. Les formations administratives.....	100

II.	Les attributions du Conseil d'État.....	101
A.	Les attributions consultatives du Conseil d'État.....	101
B.	Les attributions contentieuses du Conseil d'État.....	102
1.	Le Conseil d'État, juge de premier et de dernier ressort	102
2.	Le Conseil d'État, juge d'appel.....	103
3.	Le Conseil d'État, juge de cassation.....	103
15.	Les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel	105
I.	Les tribunaux administratifs.....	105
A.	L'organisation des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.....	105
B.	Les attributions des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.....	106
1.	Les TA.....	106
2.	Les CAA.....	107
II.	Les juridictions administratives spécialisées.....	107
16.	Le contentieux administratif	113
I.	Les recours administratifs.....	113
II.	La « négociation » avec l'administration.....	113
III.	La procédure administrative contentieuse	114
A.	Les caractères de la procédure administrative contentieuse.....	114
B.	Les conditions de recevabilité des recours.....	117
1.	L'intérêt à agir.....	117
2.	Les délais de recours	117
C.	L'introduction de l'instance.....	118
D.	L'instruction et l'audience	118
E.	L'exécution des jugements	119
17.	Les voies de recours et les recours contentieux	123
I.	Les voies de réformation.....	123
A.	L'appel.....	123
B.	Le recours en cassation.....	123
II.	Les voies de rétractation	124
A.	L'opposition.....	124
B.	La tierce opposition.....	124
C.	Le recours en révision	124
D.	Le recours en rectification d'erreur matérielle.....	124

III. Les recours contentieux	125
A. Le recours de pleine juridiction (ou de plein contentieux).....	125
B. Le contentieux de l'interprétation et de l'appréciation de la légalité.....	126
C. Le contentieux de la répression	126
18. Le recours en excès de pouvoir	127
Les conditions de recevabilité du recours en excès de pouvoir.....	127
Les cas d'ouverture du recours en excès de pouvoir.....	128
1. Les illégalités externes (incompétence; vice de forme ou de procédure)	128
• L'incompétence.....	128
• Le vice de forme et le vice de procédure	128
2. Les illégalités internes.....	129
19. Le principe de légalité	133
I. Les sources de la légalité	133
A. Les normes constitutionnelles	133
1. Les déclarations des droits.....	133
2. Les normes constitutionnelles sous la V ^e République en France.....	134
B. Les normes internationales.....	136
1. Les traités et accords internationaux	136
2. Le droit communautaire dérivé.....	137
C. Les normes de valeur législative	140
D. Les règles posées par le juge.....	140
1. L'autorité de chose jugée.....	141
2. Les principes généraux du droit.....	141
• La « découverte » par le juge des principes généraux du droit.....	141
• La diversité des principes généraux du droit.....	141
• La place des principes généraux du droit dans la hiérarchie des normes.....	142
E. Les règlements.....	143
II. La portée du principe de légalité	143
Pouvoir discrétionnaire et compétence liée.....	143
1. Le pouvoir discrétionnaire	143
2. La compétence liée	144
III. Les limites de la légalité.....	144

20. L'acte administratif unilatéral exécutoire	145
I. Les actes administratifs exécutoires.....	145
A. Définition de la décision exécutoire.....	145
B. Le régime des décisions administratives.....	146
1. La procédure d'élaboration des décisions administratives	146
2. La forme des décisions administratives	147
3. L'entrée en vigueur des décisions administratives	148
4. L'exécution des décisions administratives.....	149
• L'exécution d'office des décisions administratives.....	149
5. La disparition des décisions administratives.....	150
• L'abrogation des décisions administratives.....	150
• Le retrait des décisions administratives.....	151
II. La distinction des actes réglementaires et des actes individuels	152
21. Les actes administratifs unilatéraux non exécutoires	155
I. Les actes de préparation et d'exécution des décisions	155
II. Les mesures d'ordre intérieur.....	155
III. Les circulaires.....	156
IV. Les directives	156
22. Les contrats administratifs	159
I. Les critères d'identification des contrats administratifs	159
A. Les contrats administratifs par détermination de la loi.....	159
B. Les critères d'identification jurisprudentiels des contrats administratifs.....	159
1. Le critère organique.....	160
2. Les critères matériels	160
• L'objet du contrat: l'exécution même du service public.....	160
• Le critère de la clause exorbitante de droit commun.....	161
II. Les principaux contrats administratifs	161
A. Les délégations de service public	162
1. La concession de service public	163
2. L'affermage.....	163
3. La régie intéressée.....	163
B. Les marchés publics.....	164
C. Les contrats de partenariat	164

III. Le régime juridique des contrats administratifs	165
A. La formation du contrat administratif	165
B. L'exécution du contrat administratif.....	168
1. Les prérogatives de l'administration.....	168
• Le pouvoir de direction et de contrôle et de la puissance publique	168
• Les pouvoirs de modification et de résiliation unilatérales ...	170
2. Les droits du cocontractant.....	171
IV. La responsabilité contractuelle.....	172

23. La police administrative **173**

I. La notion de police administrative	173
A. Les buts de la police administrative.....	173
1. Police administrative et police judiciaire	173
2. La notion d'ordre public	174
B. Police administrative générale et polices administratives spéciales.....	175
1. La police administrative générale.....	175
2. Les polices administratives spéciales.....	176
C. Les concours de police.....	176
1. Le concours des pouvoirs de police générale.....	176
2. Le concours entre police spéciale et police générale	176
3. Le concours entre polices spéciales.....	176
II. Les conditions de la légalité des mesures de police administrative	177
A. Les atteintes aux libertés en période normale.....	177
1. Les mesures de police prohibées.....	177
2. Les atteintes aux libertés doivent être justifiées par leur nécessité	178
B. Les atteintes aux libertés en périodes exceptionnelles	179
1. Les circonstances exceptionnelles.....	179
2. Les régimes d'exception.....	180

24. La responsabilité administrative **181**

I. La responsabilité administrative pour faute.....	182
A. La faute lourde.....	182
B. Le déclin de la faute lourde	183

II.	La responsabilité administrative sans faute.....	183
A.	La responsabilité administrative sans faute fondée sur le risque	183
B.	La responsabilité administrative sans faute fondée sur la rupture de l'égalité devant les charges publiques.....	184
1.	La responsabilité pour dommages permanents de travaux publics.....	185
2.	La responsabilité du fait des lois et des conventions internationales.....	185
3.	La responsabilité du fait des règlements légaux	186
4.	La responsabilité du fait des décisions individuelles légales.....	186
III.	Les modalités de l'indemnisation du préjudice.....	186
A.	Les caractères du préjudice donnant droit à réparation.....	186
B.	La réparation du préjudice.....	187
C.	Les causes exonératoires.....	187
IV.	Les régimes spéciaux de responsabilité.....	188
A.	Les régimes spéciaux de responsabilité administrative relevant du juge judiciaire.....	188
B.	Les régimes spéciaux de responsabilité relevant du juge administratif.....	189
25.	Les rapports entre la responsabilité de l'administration et la responsabilité des agents publics	191
I.	Faute personnelle et faute de service.....	191
A.	La faute personnelle	191
B.	La faute de service.....	192
II.	Le cumul de fautes et le cumul de responsabilités	192
A.	Le cumul de fautes.....	192
B.	Le cumul de responsabilités.....	193
C.	Les actions récursoires.....	193
26.	Le service public	195
I.	Définition de la notion de service public.....	195
II.	Service public administratif et service public industriel et commercial	196
III.	Création et modes de gestion des services publics	197
A.	La création des services publics	197
B.	Les modes de gestion des services publics.....	198

IV. Les lois de fonctionnement du service public.....	198
A. Le principe de continuité.....	198
B. Le principe de mutabilité du service public	199
C. Le principe d'égalité.....	199
V. Le régime juridique des services publics.....	201
A. Les litiges relatifs aux services publics administratifs gérés par une personne publique	201
B. Les litiges relatifs aux services publics administratifs gérés par une personne de droit privé	201
C. Les litiges relatifs aux services publics industriels et commerciaux.....	201
D. Les litiges relatifs aux services publics industriels et commerciaux gérés par un organisme privé.....	202
VI. Service public et droit de l'Union européenne.....	203
27. L'établissement public	205
I. L'établissement public: définition et caractères.....	205
II. Organisation et fonctionnement des établissements publics	206
III. Le régime juridique des établissements publics.....	207
28. Critères et consistance du domaine public	209
Introduction: La distinction du domaine public et du domaine privé de l'administration.....	209
Le domaine public de l'administration.....	210
Les critères de la domanialité publique.....	210
1. Le critère organique.....	210
2. Le critère matériel.....	210
29. L'incorporation et la sortie du domaine public	213
L'incorporation au domaine public et les changements d'affectation	213
A. L'incorporation au domaine public.....	213
B. Les changements d'affectation.....	214
C. La sortie du domaine public	214
30. La délimitation du domaine public	215
I. La délimitation du domaine public naturel.....	215
II. La délimitation du domaine public artificiel.....	215

31. La protection du domaine public	217
I. L'inaliénabilité et l'imprescriptibilité du domaine public	217
II. La protection de l'utilisation du domaine public	217
III. La protection pénale du domaine public.....	218
32. Les utilisations du domaine public	223
I. L'utilisation du domaine public affecté aux services publics	223
II. L'utilisation du domaine affecté à l'usage collectif du public.....	223
A. Les utilisations collectives du domaine public	223
1. La liberté d'utilisation du domaine public affecté à l'usage collectif du public.....	224
2. L'égalité dans l'utilisation du domaine public affecté à l'usage collectif du public.....	224
3. La gratuité de l'utilisation du domaine public affecté à l'usage collectif du public.....	225
B. Les utilisations privatives du domaine public.....	225
33. L'évolution des conceptions du domaine public	229
34. Le domaine privé de l'administration	233
I. La définition du domaine privé.....	233
II. La privatisation dominante de la gestion du domaine privé	233
III. La publicisation croissante de la gestion du domaine privé de l'administration.....	234
35. Les travaux publics	237
I. La notion de travail public	237
A. Un travail exécuté pour le compte d'une personne publique dans un but d'intérêt général	237
B. Un travail exécuté par une personne publique, dans le cadre d'une mission de service public (pour le compte éventuellement d'une personne privée)	238
II. L'exécution des travaux publics.....	239
A. La régie	239
B. La concession de travaux publics	240
C. L'offre de concours.....	240
D. Les contrats de partenariat public-privé.....	240
E. Le bail emphytéotique administratif.....	241
F. Le marché de travaux publics.....	241

36. Travaux publics et responsabilité	245
I. Les usagers des travaux publics.....	245
II. Les dommages de travaux publics subis par les tiers.....	246
III. Les dommages de travaux publics subis par les participants.....	247
IV. La mise en œuvre de la responsabilité	248
37. L'expropriation pour cause d'utilité publique	249
38. La fonction publique	251
I. Les différentes catégories de personnels de l'administration.....	251
II. Le recrutement des fonctionnaires	252
A. Les conditions propres aux concours externes.....	253
B. Les conditions propres aux concours internes.....	254
C. Les conditions propres aux troisièmes concours.....	254
III. Le déroulement de la carrière du fonctionnaire	256
Les positions du fonctionnaire.....	256
IV. Les droits et obligations des fonctionnaires	259
A. Les droits des fonctionnaires	259
1. Les droits individuels	259
2. Les droits collectifs.....	260
B. Les obligations des fonctionnaires et les sanctions disciplinaires	261
1. Les obligations des fonctionnaires	261
2. Les sanctions disciplinaires	263
Annexes	267
Annexe 1. Les services déconcentrés régionaux avant et après la REATE.....	269
Annexe 2. Le conseil municipal, son rôle et ses missions.....	270
Annexe 3. Intercommunalité 2011-2014: un mouvement en voie d'achèvement et de consolidation	271
Annexe 4. La métropole.....	272
Annexe 5. Compétences de la Métropole du Grand Paris	274
Annexe 6. La juridiction administrative.....	276
Annexe 7. Liste des principes généraux du droit.....	277
Annexe 8. Les règles de passation des marchés publics	280
Annexe 9. Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2013	283
Annexe 10. Les 14 cas de détachement dans la fonction publique.....	284
Annexe 11. Les sanctions dans la fonction publique.....	285

Annexe 12.	Le Préambule de la Constitution de 1958 ; Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ; Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 ; Charte de l'environnement de 2004.....	286
Annexe 13.	CEDH (extraits)	291